

MESSAGE N° 243 *10 janvier 2006*
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret relatif
aux crédits supplémentaires du budget
de l'Etat de Fribourg pour l'année 2005

Conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi sur les finances de l'Etat, nous vous soumettons le rapport concernant les crédits de paiement supplémentaires acceptés par le Conseil d'Etat, dans le cadre de l'exécution du budget cantonal de l'exercice 2005, et en partie couverts par des réductions d'autres crédits.

La rigueur dans l'exécution du budget est un principe très largement respecté par les services et établissements. Cette règle souffre cependant quelques exceptions lorsque – en particulier – des circonstances nouvelles, particulières et imprévisibles viennent remettre en cause les prévisions. De telles situations peuvent entraîner des dépassements qui obligent alors les services et établissements à requérir un supplément de crédit.

Les différentes demandes en la matière ont toutes fait l'objet d'une justification par les secteurs et Directions concernés. Les requêtes ont été examinées par la Direction des finances avant d'être soumises au Conseil d'Etat. Le dossier complet des arrêtés du Conseil d'Etat relatifs aux augmentations de crédits budgétaires a été transmis à la Commission des finances et de gestion.

Au total, pour l'exercice 2005, 33 crédits de paiement supplémentaires ont été ouverts. Ils concernent les services et rubriques comptables suivants:

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux	Crédits budgétaires supplémentaires
		Fr.	Fr.
POUVOIR LÉGISLATIF			<u>55 000</u>
1110	Grand Conseil		
311.100	Achats de mobilier	4 000	38 000
311.200	Achats de machines	–	17 000
POUVOIR JUDICIAIRE			<u>1 485 000</u>
2100	Tribunal cantonal		
318.086	Débours pénaux	50 000	100 000
319.005	Indemnités en matière pénale	350 000	190 000
330.011	Pertes sur créances, affaires pénales	120 000	60 000
2100.4	Tribunal d'arrondissement de la Sarine		
318.088	Assistance judiciaire pénale	230 000	370 000
318.089	Assistance judiciaire civile	450 000	120 000
330.011	Pertes sur créances, affaires pénales	450 000	470 000
2115	Chambre pénale des mineurs		
318.023	Débours pénaux et civils	20 000	20 000
318.086	Débours pénaux	25 000	85 000
318.088	Assistance judiciaire pénale	15 000	20 000
2120	Justices de paix		
318.065	Frais d'assistance judiciaire	50 000	50 000
POUVOIR EXÉCUTIF – CHANCELLERIE			<u>52 000</u>
3100	Conseil d'Etat		
318.005	Frais de réceptions	130 000	35 000
3105	Chancellerie		
311.100	Achats de mobilier	21 300	17 000
INSTRUCTION PUBLIQUE, CULTURE ET SPORT			<u>236 000</u>
3200	Secrétariat général		
365.000	Subventions cantonales	–	216 000
3256	Haute école pédagogique		
317.100	Déplacements	55 000	20 000

SÉCURITE ET JUSTICE		<u>1 079 000</u>	
3345.2	Gendarmerie		
311.305	Achats de matériel et d'appareils de circulation	358 300	32 000
314.100	Entretien et rénovation des immeubles	650 000	76 000
3345.3	Police de sûreté		
318.000	Prestations de service par des tiers	736 000	100 000
3355	Service de l'exécution des peines		
301.118	Traitements du personnel auxiliaire	60 000	10 000
318.026	Exécution des condamnations	2 552 000	500 000
318.027	Internements dans les établissements hospitaliers	400 000	150 000
3360	Service des prisons		
311.316	Achats de literie et de lingerie	21 000	6 000
313.023	Produits alimentaires	205 680	34 000
317.100	Déplacements	4 800	20 000
318.000	Prestations de service par des tiers	199 780	99 000
3365	Etablissements de Bellechasse		
311.303	Achats de matériel et d'appareils d'exploitation	170 000	20 000
3375	Service des affaires militaires et de la protection de la population		
319.002	Frais de protection de la population	216 000	32 000
INSTITUTIONS, AGRICULTURE ET FORÊTS			<u>222 000</u>
3400	Secrétariat général		
300.200	Commissions	123 000	50 000
301.118	Traitements du personnel auxiliaire	80 000	110 000
3425	Service de l'agriculture		
365.000	Subventions cantonales	305 000	62 000
ÉCONOMIE ET EMPLOI			<u>2 110 220</u>
3540	Service de la formation professionnelle		
351.002	Contributions pour les apprentis suivant les cours hors du canton	5 252 000	1 700 000
365.000	Subventions cantonales	1 217 640	378 900
3570	Service des transports et de l'énergie		
364.008	Indemnités à la Compagnie des cars postaux suisses pour l'exploitation	530 000	31 320
SANTÉ ET AFFAIRES SOCIALES			<u>19 504 900</u>
3605	Service de la santé publique		
351.004	Contributions pour les hospitalisations hors du canton	17 160 000	8 000 000
365.067	Subventions cantonales pour les soins et l'aide familiale à domicile	2 685 000	84 000
3624	Buanderie de Marsens		
301.117	Traitements du personnel d'exploitation	941 020	130 000
312.000	Chauffage	112 500	65 000
315.200	Entretien des machines	60 000	10 000
315.303	Entretien du matériel et des appareils d'exploitation	5 000	20 000
318.000	Prestations de service par des tiers	–	20 200
3645	Service de la prévoyance sociale		
364.030	Subventions cantonales pour les soins spéciaux dans les établissements pour personnes âgées	27 943 000	3 350 700
3650	Service de l'action sociale		
361.010	Aide sociale des Fribourgeois domiciliés dans d'autres cantons	2 800 000	850 000
362.012	Subventions cantonales aux communes pour l'aide sociale des Confédérés domiciliés dans le canton	3 400 000	150 000
362.013	Subventions cantonales aux communes pour l'aide sociale des étrangers domiciliés dans le canton	4 350 000	450 000
366.037	Aide aux victimes d'infractions	1 315 000	100 000
526.001	Pensions alimentaires	5 400 000	50 000
3655	Assurances sociales		
366.015	Prestations complémentaires AVS	78 400 000	1 365 000
366.016	Prestations complémentaires AI	39 000 000	3 640 000
366.017	Allocations cantonales de maternité	1 200 000	820 000
366.018	Allocations familiales cantonales en faveur des personnes sans activité lucrative de condition modeste	1 200 000	220 000
3665	Service de l'enfance et de la jeunesse		
366.019	Pensions des jeunes délinquants	115 000	180 000
FINANCES			<u>373 000</u>
3730	Service du personnel et d'organisation		
315.405	Entretien de matériel et de logiciels informatiques	248 720	123 000
318.049	Travaux informatiques effectués par des tiers	175 000	250 000

<u>AMÉNAGEMENT, ENVIRONNEMENT ET CONSTRUCTIONS</u>		16 000
3805	Service des constructions et de l'aménagement	
300.200	Commissions	15 000
<u>GESTION PAR MANDATS DE PRESTATIONS</u>		<u>940 000</u>
Service des ponts et chaussées		
Groupe de produits		
	- Routes cantonales	28 026 927
TOTAL		<u>26 073 120</u>

Les 33 arrêtés de crédits supplémentaires de l'exercice 2005 se répartissent de la manière suivante entre les différents pouvoirs et directions:

	<u>Nombre d'arrêtés</u>	<u>Montant Fr.</u>
Pouvoir législatif	1	55 000
Pouvoir judiciaire	4	1 485 000
Pouvoir exécutif – Chancellerie	2	52 000
Instruction publique, culture et sport	2	236 000
Sécurité et justice	5	1 079 000
Institutions, agriculture et forêts	3	222 000
Economie et emploi	3	2 110 220
Santé et affaires sociales	10	19 504 900
Finances	1	373 000
Aménagement, environnement et constructions	2	956 000
	<u>33</u>	<u>26 073 120</u>

Concernant ces arrêtés, il convient d'apporter encore les précisions suivantes:

- comparativement à ce qui s'est produit durant les exercices 1990–2004, le volume de 26,1 millions de francs des crédits supplémentaires 2004 est très supérieur à la moyenne (14,2 millions de francs par an sur la période) et, rapporté au total des dépenses effectives budgétisées, il est aussi sensiblement plus élevé que la moyenne 1990–2004 (1,07% en 2005 contre 0,79% sur la période considérée). Le nombre de crédits supplémentaires est en outre l'un des plus élevés de ces dernières années. Le tableau qui suit illustre le propos:

<u>Année</u>	<u>Nombre d'arrêtés</u>	<u>Montant total des crédits supplémentaires en mioS</u>	<u>Montant total des crédits supplémentaires en % du total des dépenses effectives budgétisées</u>
1990	58	19,583	1,58
1991	57	28,708	2,06
1992	63	14,946	0,94
1993	47	14,063	0,79
1994	32	4,185	0,23
1995	38	12,143	0,66
1996	43	20,647	1,09
1997	36	7,340	0,38
1998	33	5,403	0,27
1999	27	15,266	0,75
2000	29	21,265	1,00
2001	27	7,579	0,35
2002	27	15,164	0,69
2003	23	12,622	0,54
2004	24	13,547	0,57
2005	33	26,073	1,07

- une nouvelle fois, on relève une forte concentration des dépassements de crédits sur un nombre restreint de cas: 3 domaines (hospitalisations hors canton, soins spéciaux, prestations complémentaires AVS-AI) représentent à eux seuls 63% du total des crédits supplémentaires de l'exercice 2005;
- dans une très large mesure, les dépassements de crédits autorisés durant l'exercice 2005 ont un indubitable caractère de dépenses liées, charges sur lesquelles le canton n'a pas d'emprise directe. Ainsi l'octroi des crédits supplémentaires peut découler:

- soit d'obligations légales, comme par exemple, en matière de soins et d'aide à domicile, de soins spéciaux, d'aide sociale et d'allocations sociales;
- soit de l'application de concordats intercantonaux. Sont à ranger sous ce chapitre, les charges additionnelles en matière d'exécution des condamnations, de fréquentation par des Fribourgeois d'établissements d'enseignement extérieurs au canton et d'hospitalisations hors canton;

- s'agissant des couvertures de crédits supplémentaires, la difficulté de compenser s'est encore renforcée en 2005, à un point tel qu'il n'a finalement pas été possible de trouver la totalité des économies compensatoires sous forme de réductions de dépenses. Ainsi, pour un total de crédits supplémentaires de 26 073 120 francs, seules des diminutions de charges pour une somme de 12 443 150 francs ont pu être fournies. Il est certes vraisemblable que des économies seront encore réalisées aux comptes 2005 pour combler, en partie tout au moins, le manque de couvertures. Toutefois, elles se répartissent sur une multitude de rubriques comptables. Au surplus, il se serait agi d'un exercice avant tout formel qui n'aurait en fait pas réglé le fond du problème. Pour ce faire, le Conseil d'Etat a sollicité et obtenu du Grand Conseil une modification de la loi sur les finances de l'Etat. Les nouvelles dispositions en la matière autorisent dorénavant à proposer des compensations sous forme d'augmentations de revenus, si les crédits supplémentaires portent sur des charges liées découlant de la législation fédérale ou de concordats intercantonaux. A cet égard, il peut être précisé que les crédits supplémentaires octroyés en 2005, portant sur des dépenses liées ainsi définies, ont ascendé à 15 555 000 francs, représentant 60 % du total de dépassements de crédits autorisés. Par ailleurs, et toujours dans le souci de limiter l'importance des crédits supplémentaires, et par conséquent les difficultés de trouver des compensations, le Conseil d'Etat entend prendre certaines dispositions de nature à assurer à la fois une budgétisation mieux adaptée, un suivi budgétaire plus rigoureux et une meilleure anticipation de la part des services et établissements.

En conclusion, nous vous invitons à ratifier l'ensemble des crédits supplémentaires ouverts par le Conseil d'Etat, à charge des comptes 2005.

10. Januar 2006

**BOTSCHAFT Nr. 243
des Staatsrates an den Grossen Rat
zum Dekretsentwurf über die Nachtragskredite
zum Voranschlag des Staates Freiburg
für das Jahr 2005**

Gemäss Artikel 35 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates unterbreiten wir Ihnen den Bericht über die zusätzlichen Zahlungskredite, die der Staatsrat im Rahmen der Ausführung des kantonalen Voranschlags des Jahres 2005 genehmigt hat und die teilweise durch Kürzungen anderer Kredite finanziert werden.

Der Grundsatz der unbedingten Einhaltung des Voranschlags wird von den Diensten und Anstalten weitestgehend respektiert. Trotzdem kommt es vor, dass besondere und unvorhersehbare Umstände zu Budgetüberschreitungen führen, die die Dienststellen und Anstalten dazu zwingen, einen Nachtragskredit zu beantragen.

Die verschiedenen Nachtragskreditbegehren wurden von den betreffenden Dienststellen und Direktionen begründet und der Finanzdirektion zur Prüfung unterbreitet, die sie anschliessend dem Staatsrat vorlegte. Sämtliche Staatsratsbeschlüsse über die Erhöhung von Voranschlagskrediten wurden der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission zugestellt.

Für das Rechnungsjahr 2005 wurden insgesamt 33 zusätzliche Zahlungskredite eröffnet, die die folgenden Dienststellen und Budgetpositionen betreffen:

Budgetpositionen	Behörden – Direktionen	Voranschlagskredite Fr.	Nachtragskredite Fr.
GESETZGEBENDE BEHÖRDE			
1110 Grosser Rat			
311.100	Anschaffung von Mobilien	4 000	38 000
311.200	Anschaffung von Maschinen	–	17 000
			1 485 000
RICHTERLICHE BEHÖRDE			
2100 Kantonsgericht			
318.086	Auslagen in Strafsachen	50 000	100 000
319.005	Entschädigungen in Strafsachen	350 000	190 000
330.011	Debitorenverluste, Strafsachen	120 000	60 000
2100.4 Bezirksgericht Saane			
318.088	Unentgeltliche Rechtspflege Strafsachen	230 000	370 000
318.089	Unentgeltliche Rechtspflege Zivilsachen	450 000	120 000
330.011	Debitorenverluste, Strafsachen	450 000	470 000
2115 Jugendstrafkammer			
318.023	Auslagen in Zivil- und Strafsachen	20 000	20 000
318.086	Auslagen in Strafsachen	25 000	85 000
318.088	Unentgeltliche Rechtspflege Strafsachen	15 000	20 000
2120 Friedensgerichte			
318.065	Kosten der unentgeltlichen Rechtspflege	50 000	50 000
			52 000
VOLLZIEHENDE BEHÖRDE – KANZLEI			
3100 Staatsrat			
318.005	Empfänge, Kosten	130 000	35 000
3105 Kanzlei			
311.100	Anschaffung von Mobilien	21 300	17 000
			236 000
ERZIEHUNG, KULTUR UND SPORT			
3200 Generalsekretariat			
365.000	Kantonsbeiträge	–	216 000
3256 Pädagogische Hochschule			
317.100	Reisespesen	55 000	20 000
			1 079 000
SICHERHEIT UND JUSTIZ			
3345.2 Gendarmerie			
311.305	Anschaffung von Verkehrsausrüstung	358 300	32 000
314.100	Gebäudeunterhalt und -renovierung	650 000	76 000
3345.3 Sicherheitspolizei			
318.000	Dienstleistungen Dritter	736 000	100 000
3355 Amt für Strafvollzug			
301.118	Gehälter des Hilfspersonals	60 000	10 000
318.026	Strafvollzugskosten	2 552 000	500 000
318.027	Einweisung in Heilanstalten	400 000	150 000
3360 Amt für Gefängnisse			
311.316	Anschaffung von Wäsche und Bettzeug	21 000	6 000
313.023	Lebensmittel	205 680	34 000
317.100	Reisespesen	4 800	20 000
318.000	Dienstleistungen Dritter	199 780	99 000
3365 Anstalten von Bellechasse			
311.303	Anschaffung von Betriebsmaterialien und -geräten	170 000	20 000
3375 Amt für Militär und Bevölkerungsschutz			
319.002	Kosten Bevölkerungsschutz	216 000	32 000
			222 000
INSTITUTIONEN, LAND- UND FORSTWIRTSCHAFT			
3400 Generalsekretariat			
300.200	Kommissionen	123 000	50 000
301.118	Gehälter des Hilfspersonals	80 000	110 000
3425 Amt für Landwirtschaft			
365.000	Kantonsbeiträge	305 000	62 000

VOLKSWIRTSCHAFT		2 110 220	
3540 Amt für Berufsbildung			
351.002	Beiträge für Lehrlinge, die den Unterricht ausserhalb des Kantons besuchen	5 252 000	1 700 000
365.000	Kantonsbeiträge	1 217 640	378 900
3570 Amt für Verkehr und Energie			
364.008	Abgeltungen an Postauto Schweiz für den Betrieb	530 000	31 320
GESUNDHEIT UND SOZIALES		19 504 900	
3605 Amt für Gesundheit			
351.004	Beiträge für Spitaleinweisungen ausserhalb des Kantons	17 160 000	8 000 000
365.067	Kantonsbeiträge für die spitalexterne Krankenpflege und die Familienhilfe	2 685 000	84 000
3624 Wäscherei von Marsens			
301.117	Gehälter des Betriebspersonals	941 020	130 000
312.000	Heizung	112 500	65 000
315.200	Unterhalt der Maschinen	60 000	10 000
315.303	Unterhalt von Betriebsmaterialien und -geräten	5 000	20 000
318.000	Dienstleistungen Dritter	–	20 200
3645 Sozialvorsorgeamt			
364.030	Kantonsbeiträge für die Sonderbetreuung in Betagtenheimen	27 943 000	3 350 700
3650 Kantonales Sozialamt			
361.010	Sozialhilfe für in anderen Kantonen wohnhafte Freiburger	2 800 000	850 000
362.012	Kantonale Sozialhilfebeiträge an die Gemeinden für im Kanton wohnhafte Schweizerbürger	3 400 000	150 000
362.013	Kantonale Sozialhilfebeiträge an die Gemeinden für im Kanton wohnhafte Ausländer	4 350 000	450 000
366.037	Hilfe an Opfer von Straftaten	1 315 000	100 000
526.001	Alimente	5 400 000	50 000
3655 Sozialversicherungen			
366.015	AHV-Ergänzungsleistungen	78 400 000	1 365 000
366.016	IV-Ergänzungsleistungen	39 000 000	3 640 000
366.017	Kantonale Mutterschaftsbeiträge	1 200 000	820 000
366.018	Kantonale Familienzulagen an nicht erwerbstätige Personen in bescheidenen Verhältnissen	1 200 000	220 000
3665 Jugendamt			
366.019	Kostgelder jugendlicher Straftäter	115 000	180 000
FINANZEN		373 000	
3730 Amt für Personal und Organisation			
315.405	Unterhalt von Hardware und Software	248 720	123 000
318.049	Von Dritten ausgeführte Informatikarbeiten	175 000	250 000
RAUMPLANUNG, UMWELT UND BAUWESEN		16 000	
3805 Bau- und Raumplanungsamt			
300.200	Kommissionen	15 000	16 000
FÜHREN MIT LEISTUNGSaufTRAG		940 000	
Tiefbauamt			
Produktgruppe – Kantonsstrassen		28 026 927	940 000
TOTAL		26 073 120	

Die 33 Nachtragskreditbeschlüsse des Rechnungsjahrs 2005 verteilen sich wie folgt auf die verschiedenen Behörden und Direktionen:

	Anzahl Beschlüsse	Betrag Fr.
Gesetzgebende Behörde	1	55 000
Richterliche Behörde	4	1 485 000
Vollziehende Behörde – Kanzlei	2	52 000
Erziehung, Kultur und Sport	2	236 000
Sicherheit und Justiz	5	1 079 000
Institutionen, Land- und Forstwirtschaft	3	222 000
Volkswirtschaft	3	2 110 220
Gesundheit und Soziales	10	19 504 900
Finanzen	1	373 000
Raumplanung, Umwelt und Bauwesen	2	956 000
	33	26 073 120

Zu diesen Nachtragskreditbeschlüssen ist noch Folgendes zu sagen:

- im Vergleich zu den Rechnungsjahren 1990–2004 liegen die Nachtragskredite 2004 mit 26,1 Millionen Franken erheblich über dem Durchschnitt (14,2 Millionen Franken pro Jahr über diesen Zeitraum) und sind gemessen an den gesamten budgetierten effektiven Ausgaben im Vergleich zum Durchschnitt 1990–2004 ebenfalls deutlich höher (1,07% im Jahr 2005 gegenüber 0,79% im Vergleichszeitraum). Zudem ist die Anzahl der Zusatzkredite eine der grössten der letzten Jahre, wie auch aus der folgenden Tabelle hervorgeht:

<u>Jahr</u>	<u>Anzahl</u> <u>Beschlüsse</u>	<u>Gesamtbetrag</u> <u>der Nachtragskredite</u> <u>in Mio.</u>	<u>Gesamtbetrag</u> <u>der Nachtragskredite</u> <u>in % der gesamten</u> <u>budgetierten effektiven</u> <u>Ausgaben</u>
1990	58	19,583	1,58
1991	57	28,708	2,06
1992	63	14,946	0,94
1993	47	14,063	0,79
1994	32	4,185	0,23
1995	38	12,143	0,66
1996	43	20,647	1,09
1997	36	7,340	0,38
1998	33	5,403	0,27
1999	27	15,266	0,75
2000	29	21,265	1,00
2001	27	7,579	0,35
2002	27	15,164	0,69
2003	23	12,622	0,54
2004	24	13,547	0,57
2005	33	26,073	1,07

- einmal mehr konzentrieren sich die Kreditüberschreitungen auf einige wenige Fälle: 3 Bereiche (Spitaleinweisungen ausserhalb des Kantons, Sonderbetreuung, AHV/IV-Ergänzungsleistungen) machen allein schon 63% der gesamten Nachtragskredite des Rechnungsjahres 2005 aus;
- zum grössten Teil handelt es sich bei den im Rechnungsjahr 2005 bewilligten Kreditüberschreitungen klar um gebundene Ausgaben; es sind also Aufwendungen, auf die der Kanton keinen direkten Einfluss hat. So können Nachtragskredite aus folgenden Gründen gesprochen werden:
 - Gesetzliche Pflichten, wie beispielsweise bei der spitalexternen Krankenpflege und Familienhilfe, der Sonderbetreuung, der Sozialhilfe, den Sozialzulagen;

- Vollzug interkantonalen Konkordate. Darunter fallen der Mehraufwand für den Strafvollzug, den Besuch ausserkantonalen Bildungsanstalten durch Freiburger und die Spitaleinweisungen ausserhalb des Kantons.
- Die Finanzierung der Nachtragskredite ist im Jahr 2005 noch schwieriger geworden, so dass schliesslich nicht möglich war, sie alle durch Ausgabenkürzungen zu kompensieren. So wurden von einem Nachtragskreditvolumen von insgesamt 26 073 120 Franken nur gerade 12 443 150 Franken mit Aufwandminderungen gedeckt. Es ist zwar wahrscheinlich, dass in der Staatsrechnung 2005 noch Einsparungen möglich sind, um diese Lücke zumindest teilweise zu schliessen, sie verteilen sich jedoch auf eine Vielzahl von Budgetrubriken. Ausserdem hätte es sich dabei vor allem um eine Formsache gehandelt, mit der sich das Problem nicht grundsätzlich hätte lösen lassen. Dazu beantragte der Staatsrat beim Grosse Rat eine Änderung des Finanzhaushaltsgesetzes, der dieser auch zustimmte. Die neuen einschlägigen Bestimmungen erlauben es künftig, Kompensationen in Form von Einnahmenerhöhungen vorzuschlagen, wenn die Nachtragskredite gebundene Ausgaben betreffen, die sich aus der Bundesgesetzgebung oder aus interkantonalen Konkordaten ergeben. Diesbezüglich ist zu sagen, dass sich die im Jahr 2005 bewilligten Nachtragskredite für so definierte gebundene Ausgaben auf 15 555 000 Franken beliefen und 60% der gesamten bewilligten Kreditüberschreitungen ausmachten. Der Staatsrat ist bestrebt, das Nachtragskreditvolumen einzuschränken, so dass es auch wieder einfacher werden dürfte, Kompensationsmöglichkeiten zu finden. Er beabsichtigt im Hinblick darauf gewisse Vorkehrungen zu treffen, damit eine passendere Budgetierung und eine strengere Budgetkontrolle gewährleistet sind und die Dienststellen und Anstalten besser im Voraus kalkulieren können.

Demnach beantragen wir Ihnen, alle Nachtragskredite zu genehmigen, die der Staatsrat zu Lasten der Staatsrechnung 2005 eröffnet hat.

Décret

du

**relatif aux crédits supplémentaires du budget
de l'Etat de Fribourg pour l'année 2005**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 35 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;

Vu le budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2005;

Vu le message du Conseil d'Etat du 10 janvier 2006;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

Les crédits supplémentaires relatifs au budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2005, ouverts en faveur des Directions auprès de l'Administration des finances et portant sur un montant total de 26 073 120 francs, sont approuvés.

Art. 2

¹ Ce décret n'a pas de portée générale et n'est soumis ni au referendum législatif ni au referendum financier.

² Il entre immédiatement en vigueur.

Dekret

vom

**über die Nachtragskredite zum Voranschlag
des Staates Freiburg für das Jahr 2005**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf den Artikel 35 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;

gestützt auf den Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2005;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 10. Januar 2006;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Die Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2005, die bei der Finanzverwaltung zu Gunsten der Direktionen in einem Gesamtbeitrag von 26 073 120 Franken eröffnet worden sind, werden genehmigt.

Art. 2

¹ Dieses Dekret ist nicht allgemein verbindlich und untersteht weder dem Gesetzes- noch dem Finanzreferendum.

² Es tritt sofort in Kraft.